

Par Michel Godet¹

"Chère" éducation ! baisse des effectifs et des performances !

paru dans les Echos le 7 mai 2003

La dépense d'éducation représente 7% du PIB. Malgré la diminution des classes d'âge, elle a été multipliée par deux depuis 1975. Quant au budget du ministère de l'Éducation nationale, il a augmenté de 10 milliards d'euros entre 1997 et 2002, soit l'équivalent de deux fois le budget total du ministère de la Justice. Ainsi, entre 1980 et 1998 les enseignants du primaire ont augmenté de 13 % en nombre alors que les effectifs baissaient de 8 %, et les enseignants du secondaire de 26 % pour une croissance de 9 % seulement.

Hélas, la relation est relativement faible entre dépenses éducatives et performances scolaires. Ainsi, les élèves français et tchèques obtiennent en mathématique des résultats voisins alors que les dépenses par élève sont deux fois plus élevées chez nous !

En augmentant massivement les effectifs d'enseignants alors que la démographie scolaire ne l'exigeait pas, bien au contraire, on n'a rien résolu. D'ailleurs, le Haut Conseil de l'évaluation de l'école s'est montré sans illusion à ce propos² : la réduction des classes ne vaut, au mieux, que dans un cas précis : “ Il semble exister un effet positif — mais faible — sur les progrès des élèves, effet observé presque uniquement dans les petites classes de l'enseignement primaire, qui semble ne se produire que si l'on procède à une forte réduction de la taille des classes, et qui n'est vraiment visible que pour les enfants de familles défavorisées. ” Dont acte. “ Ce qui invalide la pratique de la réduction de la taille des classes au fil de l'eau ou délibérée, telle qu'elle a été réalisée ces dernières années en mettant à profit la baisse

¹ Professeur au Cnam. Auteur de ; "le Choc de 2006" . Odile Jacob janvier 2003

démographique... d'autant plus que d'autres politiques peuvent être plus efficaces. ”

Le diagnostic est clair. L'argent dépensé pour réduire les effectifs moyens de 26 % en élémentaire (de 28 à 22 élèves) et de 14 % au collège (de 27 à 24 élèves) a d'abord servi à réduire le stress des professeurs dans les classes difficiles et à alléger la tâche des autres. Si l'on comprend pourquoi les enseignants revendiquent toujours plus de moyens pour la baisse des effectifs, l'on est en droit de se demander pourquoi les associations de parents d'élèves en font autant.

En effet, la réduction des effectifs aurait en réalité des effets négatifs, comme l'a relevé depuis longtemps l'OCDE pour les autres pays développés ! L'explication est simple : la distribution gaussienne des individus fait qu'en moyenne un élève sur cinq sort du lot ; aussi, pour tirer le peloton d'une classe vers le haut et faire jouer l'émulation, faut-il une tête de classe suffisante d'au moins cinq ou six élèves. Lorsque celle-ci est inférieure en nombre, l'émulation est plus faible. C'est ainsi qu'à composition comparable, les classes de 25 ou 30 élèves ont, dans l'ensemble, de meilleurs résultats que les classes de 15 ou 20 élèves.

L'apartheid scolaire

En France, 20 à 30 % des enfants qui rentrent en classe de sixième ne maîtrisent pas correctement les trois savoirs de base : lire, écrire et compter. L'écart se creuse entre les enfants des milieux les plus favorisés et les autres. La carte scolaire garantit surtout une forte corrélation entre le prix du m² et la qualité des établissements. Il est plus facile de progresser avec des condisciples qui ont de meilleurs résultats que l'inverse.

Les catégories aisées ou bien informées échappent plus souvent que d'autres à cette

² Avis du Hcéé, n° 1, mars 2001.

carte scolaire. En région parisienne, c'est le cas de plus de 40 % des enfants d'enseignants. Dans la méritocratie républicaine la course aux jeux olympiques de l'intelligence est ouverte à tous dès l'école maternelle mais certains sont, dès le départ, mieux placés et entraînés que d'autres. L'effort consenti aux ZEP (zones d'éducation prioritaires) est louable, mais ne change guère l'équation de départ : la concentration des handicaps ne les atténue pas.

Les pistes à explorer pour sortir le système éducatif de l'apartheid scolaire ne manquent pas. Relevons trois d'entre elles :

1° créer des bourses d'internats pour corriger les inégalités sociales souvent renforcées et exacerbées par des concentrations excessives d'enfants en situation difficile. L'investissement ne devrait pas être considérable puisque la plupart des internats de province sont à moitié vides. Cette politique, menée dans les années 1960 au profit des enfants d'agriculteurs, a été bénéfique. Il s'agirait de réhabiliter l'internat dans son rôle d'ascenseur social;

2° donner les meilleurs professeurs aux élèves en difficulté. À cette fin, il conviendrait de lier plus fortement les promotions et les rémunérations des enseignants aux conditions d'exercice de leur métier et à leurs performances.

3° recruter des enseignants à temps plein et partiel qui ont une expérience professionnelle, notamment des cadres et des techniciens de plus de 50 ans en aménageant les systèmes de retraite en conséquence.